EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU MAIRE

ARRETE MUNICIPAL TEMPORAIRE n°074/2024 ANNULE ET REMPLACE n°062/2024

Règlementant le stationnement dans l'agglomération de CREGY-LES-MEAUX, Notamment sur le parking rue Jacques Cartier,

Le maire de la commune de Crégy-lès-Meaux,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 2211-1, L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2215-1,

Vu le code de la voirie routière

Vu le Code de la Route et les décrets subséquents,

Vu la publication du CERTU portant sur la signalisation temporaire - voirie urbaine,

Vu l'arrêté interministériel du 24 Novembre 1967 modifié, relatif à la signalisation des routes et autoroutes,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment la 8ème partie du Livre I, signalisation temporaire, approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992.

Vu la demande formulée par Madame Marielle GUITTON – 15 rue Alain Colas 77124 Crégy-lès-Meaux, pour l'installation d'un échafaudage pour le ravalement de son mur,

Considérant qu'il appartient à l'Autorité Municipale de prendre toutes les mesures de nature à assurer la commodité et la sûreté dans l'agglomération de Crégy-lès-Meaux, notamment sur le parking rue Jacques Cartier.

ARRETE

<u>Article 1</u>: A partir du 26/06/2024 et jusqu'au 28/06/2024, le stationnement sera interdit sur 4 places du parking rue Jacques Cartier 77124 Crégy-lès-Meaux pour l'installation d'un échafaudage.

<u>Article 2</u>: En vue d'assurer l'exécution du présent arrêté, la mise en place et la maintenance de la signalisation temporaire de chantier seront assurées par l'entreprise VICAB BTP en conformité avec les instructions interministérielles du 6 novembre 1992, la chaussée et les trottoirs devront être en parfait état après les travaux.

<u>Article 3</u>: En aucun cas, les installations ne doivent empiéter sur le passage de sécurité pour les véhicules de secours. Les installations doivent veiller à laisser un passage pour les piétons et les automobilistes

Article 4: A la fin des travaux, un contrôle sera effectué conjointement avec le service technique de la commune. En cas de dégradation ultérieure résultant desdits travaux, la responsabilité de l'entreprise VICAB BTP demeurera engagée, les travaux de réfection éventuels resteront à sa charge.

<u>Article 5</u> : Monsieur le maire de CREGY LES MEAUX et madame la cheffe de police municipale de CREGY LES MEAUX sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à :

- Monsieur le directeur général des services
- Monsieur le directeur des services techniques
- Madame la responsable de la police municipale de Crégy-lès-Meaux Et notifiée à Madame Marielle GUITTON

Fait à Crégy-lès-Meaux le 06/06/2024
Pour le Maire, et par délégation
M. Patrick GUERET,
Conseiller municipal

Conseiller municipal

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Melun 43 rue de Céd.

Gaulle 77008 Melun cedex, dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de l'affichage de l'acte. Le Tribunal Admin
peut être aussi saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible sur le site internet www.telerecours.fr.

Mairie de Crégy-lès-Meaux - 28, rue Jean Jaurès - 77124 CREGY LES MEAUX